

voyages qu'ils ont faits. J'espère surtout qu'il n'arrivera rien au premier ministre durant son voyage outre-mer, car s'ils le perdent, ils auront tout perdu. Ils prévoient dépenser environ cinq millions de dollars de plus en frais de déplacement cette année. De fait, ils dépenseront environ 60 millions pour se rendre ici et là, dans le monde entier. On ne sait jamais où un membre du cabinet se présentera.

L'hon. M. Harris: L'honorable député ne veut certes pas soutenir que nous dépenserons 60 millions en déplacements.

L'hon. M. Rowe: Pour les voyages et le remplacement de vos représentants actuels qui vont d'un endroit à l'autre, pour leur acheter de nouvelles résidences, de nouveaux meubles, des tapis, et ainsi de suite. Vous dépenserez quelque 60 millions pour exercer ainsi l'art de vendre.

Un des ennuis tenait à ce qu'on a participé aux conférences de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce sans avoir adopté de ligne de conduite. Elles avaient été mal préparées. La seule chose qu'on ait affirmée aux 31 principaux pays commerçants du monde c'est que nous sommes les plus grands libres-échangistes du monde, que nous avons les plus bas droits douaniers. On s'en vantait. De la série finale de ces réunions commerciales de grande envergure, ces fameux globe-trotters sont revenus avec un simple diplôme représentant le grand championnat du monde en libre-échange. Pendant qu'ils agissaient ainsi, tous les autres sont allés à la conférence en prônant des droits de douane plus élevés. Imaginez un joueur de poker,—nul membre de notre parti n'a eu le loisir de se livrer à ce passe-temps,—commençant une partie contre un adversaire aussi bien muni. Nous devons être le parti le plus optimiste qui ait siégé dans l'opposition pour avoir espéré que vous retirerez plus d'avantages de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce que vous n'en avez obtenu. Vous y retournez.

Si d'une part on s'assurait cette distinction pour le moins étrange, d'autre part des milliers de Canadiens,—près d'un demi-million,—perdaient leur emploi, ici au Canada. Monsieur l'Orateur, s'il me fallait de nouveau prendre charge d'une entreprise, je n'engagerais aucun de ces vendeurs.

L'incertitude et l'instabilité financières qui s'observent aujourd'hui au Canada correspondent bien au passé du parti présentement au pouvoir. On me pardonnera ce retour sur le passé car, comme je l'ai mentionné, ce n'est qu'en remontant au delà de la période de guerre froide ou de conflit armé ou de préparation à d'autres conflits que l'on parvient à l'époque où la mise en valeur du

Canada devait s'appuyer sur la logique de faits sûrs et intangibles. Je puis dire, sans avoir à m'excuser, que le parti que je représente a tout autant contribué aux progrès les plus marqués du Canada, et à la solidité des bases sur lesquelles ils s'appuient, que le parti qui siège à votre droite, monsieur l'Orateur, quelle qu'ait été la sincérité de ses motifs.

Le parti libéral a compté par le passé de grands hommes. Il y en a eu plusieurs, en fait, plus grands que ceux qui le composent aujourd'hui. En 1891, votre parti a livré en quelque sorte une lutte d'arrière-garde en faveur d'une union commerciale avec les États-Unis d'Amérique. Plus tard, en 1907, sir Wilfrid Laurier, ce grand homme d'État (il a dû être grand parce que presque tous les conservateurs que j'ai connus le respectaient profondément) a eu quelque chose à dire en ce domaine. Il me souvient d'avoir lu une des déclarations qu'il a faites en 1907. Les textes montrent qu'en 1898 comme à d'autres époques, il s'intéressait évidemment beaucoup plus au marché du Royaume-Uni que ne l'a fait le gouvernement actuel. Il a dit en 1907: "Finis, les pèlerinages à Washington". Nous allions nous tourner vers l'Est et l'Ouest et établir au Royaume-Uni le marché le plus vaste pour y écouler nos produits agricoles que nous ayons dans le monde. Bien que la plupart des politiques de commerce avec le Royaume-Uni soient venues de notre côté de la Chambre, il est évident que toutes ne sont pas attribuables à notre parti.

Oui, monsieur l'Orateur, dernièrement nous avons vu les trois Mages du cabinet s'en aller en toute hâte en pèlerinage à Washington pour nous revenir la semaine dernière les mains vides. Ils n'ont rien apporté de là-bas si ce n'est l'incertitude qu'ils avaient emportée avec eux.

M. Cardiff: Ils ont fait un bon voyage.

L'hon. M. Rowe: On ne peut dire qu'il s'agissait là d'un grand voyage pour ces messieurs. On les a gâtés. Pareil voyage pourrait avoir de l'intérêt pour des cultivateurs comme vous et moi. En 1911, ce même parti se prononçait pour la réciprocité avec les États-Unis d'Amérique. Ses membres devaient aller jusqu'au bout, suivre les États-Unis, qu'il y ait baisse ou hausse. Un changement a dû se produire même dans l'esprit de Sir Wilfrid Laurier. Je pense qu'il aurait été plus stable s'il n'eût été entouré d'autant de gens incertains.

Je me souviens de ce qui s'est passé en 1921 et 1925, des propos sur le grand marché des États-Unis, de la fermeture brusque de nos marchés imputable aux mesures douanières Fordney-McCumber et Hawley-Smoot. Ces libéraux alors si heureux ont eu la mine la plus triste qu'on leur ait vue en vingt ans.